

SUPLÉTIFS D'EMPIRE

## L'alliance Allemagne - USA



La diplomatie allemande est aussi hésitante face aux États-Unis que son homologue française. S'appuyant sur Joschka Fischer pour faire exploser le couple franco-allemand, Henry Kissinger a renoué les liens transatlantiques. Gerhard Schröder et George W. Bush ont signé, le 27 février, une « alliance pour le 21ème siècle ».

Washington manœuvre Berlin pour piloter la construction européenne dans son intérêt propre. En quête de pétrole, l'Allemagne pourrait aussi être utilisée pour tisser de nouveaux contacts dans le Golfe arabo-persique et faire concurrence à la politique arabe de la France.

page 2

### Les contradictions de Richard Clarke

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

En pleine tempête médiatique autour de Richard Clarke, le *Washington Times* reproduit des extraits de ses déclarations de 2002 et de son audition récente devant la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Le haut fonctionnaire y développe deux versions incompatibles des mêmes événements. Quoi qu'il en soit, la polémique aura obligé de nombreux responsables politiques à s'expliquer et à confirmer, malgré eux, la planification de longue date de l'attaque de l'Afghanistan.

page 15

REPÈRE : 29 MARS 1947

### Pacification de Madagascar : 300.000 morts

À Madagascar, la nuit du 29 mars 1947, des militants nationalistes attaquent la caserne de Moramanga pour s'emparer des armes. L'attaque échoue et au matin, les soldats prennent leur revanche en massacrant la population et incendiant les villages voisins. Deux jours après, sur ordre du ministre des colonies du cabinet Ramadier, le socialiste Marius Moutet, des renforts sont envoyés dans la région pour une opération punitive. Au cri de « mort aux cafards », des milliers de civils sont abattus ou massacrés à la baïonnette. La pacification de Madagascar est le grand oublié des massacres coloniaux de l'après-guerre, la France y testant de nouvelles armes et sa stratégie anti-insurrectionnelle. La guerre, la famine et les épidémies dans les camps feront plus de 300.000 morts, la répression visant à éliminer tout particulièrement les cadres. ■



### ILS N'AURONT PAS L'HONNEUR DE GEORGE GALLOWAY

Documents à l'appui, le *Christian Science Monitor* avait accusé le député britannique George Galloway d'avoir perçu de l'argent du régime de Saddam Hussein pour le promouvoir et s'opposer à la guerre (voir notre enquête de juillet 2003 consacrée à ce sujet : [Qui veut la peau de George Galloway ?](#)). Le parlementaire avait immédiatement été exclu du Parti travailliste par les hommes de Tony Blair. En définitive, ainsi que nous l'écrivions, il a été établi devant la Haute Cour de Londres que les documents étaient faux et le quotidien états-unien vient en conséquence d'être lourdement condamné en diffamation. Mais George Galloway n'a pas été réintégré dans son parti. Il présentera donc des candidats aux élections européennes contre ceux de Tony Blair. ■

## Supplétifs d'Empire

# L'alliance Allemagne - USA

**La diplomatie allemande est aussi hésitante face aux États-Unis que son homologue française. S'appuyant sur Joschka Fischer pour faire exploser le couple franco-allemand, Henry Kissinger a renoué les liens transatlantiques. Gerhard Schröder et George W. Bush ont signé, le 27 février, une « alliance pour le 21ème siècle ». Washington manœuvre Berlin pour piloter la construction européenne dans son intérêt propre. En quête de pétrole, l'Allemagne pourrait aussi être utilisée pour tisser de nouveaux contacts dans le Golfe arabo-persique et faire concurrence à la politique arabe de la France.**



Gerhard Schröder et George W. Bush  
Bureau oval de la Maison-Blanche, 27 février 2004.

L'année 2004 devrait être un fantastique accélérateur du renforcement du partenariat transatlantique. À l'issue de la rencontre du chancelier Schröder et du président Bush à la Maison-Blanche, le 27 février, un pacte a été rendu public : *L'Alliance germano-américaine pour le 21<sup>e</sup> siècle* [1]. La presse française n'a pas relaté cet événement majeur qui peut-être interprété comme une trahison du prétendu couple franco-allemand. Au contraire, les médias allemands et anglo-saxons ont abondamment discuté de cette nouvelle alliance et de ses implications. Elle annonce non seulement une refonte complète des relations transatlantiques entre l'Allemagne, élément moteur de la construction européenne, et les États-Unis, mais aussi une répartition des ambitions et des moyens entre ces deux mondes sur une zone géographique allant de l'Atlas jusqu'au Golfe persique. C'est pourquoi, nous verrons dans un premier temps les origines et les implications de ce partenariat transatlantique renouvelé pour,

ensuite, aborder le lancement officiel de cette politique lors de la rencontre des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Union européenne (UE) et des États-Unis à l'occasion de la 40<sup>e</sup> conférence de Munich sur la politique de sécurité en février 2004. Enfin, nous aborderons les principales directives de l'Alliance germano-américaine et ses conséquences pour l'Afrique du Nord, le Proche et le Moyen-Orient, politique désignée sous le terme de « *Grand Moyen-Orient* ».

## USA-UE : recommandations stratégiques pour une nouvelle alliance globale

C'est sous ce titre qu'un think tank germanique travaillant en étroite liaison avec le gouvernement allemand, la **Fondation Bertelsmann**, a réuni le 18 juillet 2003 de nombreux participants allemands et internationaux en liaison avec le Centre de recherche de politique appliquée (**Centrum für Angewandte Politikforschung** - CAP) dirigé par Werner Weidenfeld, ancien coordinateur des relations germano-américaines au ministère fédéral des Affaires étrangères. D'éminentes personnalités participaient aux débats : Walter Stützel (secrétaire d'État au ministère de la Défense), John Hamre (président du Center for Strategic and International Studies - CSIS), Caio Koch-Weser (secrétaire d'État allemand au ministère des finances), Fred Bergsten (Institute for International Economics), Wilhelm Schönfelder (ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Union européenne), Paul Achleitner (président de l'Allianz AG), Jim Steinberg (Brooking Institution), Andrei Illarionov (conseiller pour les affaires d'économie et de politique extérieure du président Poutine) et le tout récent président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet. De ces travaux, il a résulté qu'un profond renouvellement du partenariat transatlantique devait voir le jour. Comme l'indique la conclusion : « *Le Symposium transatlantique de la Fondation Bertelsmann exclut tout retour au statu quo ante. En raison des défis globaux, il n'y a pas d'autre alternative qu'une alliance transatlantique. Le diagnostic est posé et la thérapie doit commencer. Qui veut positivement changer le monde, doit utiliser le potentiel transatlantique. Le partenariat transatlantique reste la force décisive qui façonne la politique mondiale* ».

Werner Weidenfeld, qui est aussi membre d'honneur de la **Fondation Bertelsmann**, a tenu à préciser que « *Nous ne pouvons pas nous permettre une érosion continue de ce partenariat si nécessaire. Une rupture civilisationnelle avec l'Amérique aurait des conséquences catastrophiques dans les domaines politiques, sécuritaires et économiques* ».

Ces propos au sein des think tanks irriguent en aval les politiques allemande et états-unienne comme c'est le cas du **discours de Joschka Fischer à l'université de Princeton**, le 19 novembre 2003. Le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne a exposé sa vision des relations euro-états-uniennes résumé par une formule lapidaire : « *Nous sommes dans le même bateau* ». Pour Joschka Fischer, les États-Unis et l'Europe doivent développer à partir de principes communs une « *globalisation positive* » conduisant à l'élaboration d'une forme politique internationale permettant de régler les rapports entre les États. Ce « *nouvel ordonnancement mondial* », selon sa propre expression, concerne aussi bien le commerce mondial, les réponses à apporter face aux changements

climatiques, le développement du droit international et des institutions qui l'accompagnent, en particulier une ONU et une OTAN rénovées pour affronter les nouveaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Tout en rappelant la nécessité de renforcer le pilier militaire européen (avec la création d'un état-major et d'une agence européenne d'armement), il s'ensuit pour le ministre allemand que « *Les États-Unis sont une puissance mondiale. L'Union européenne est en revanche une puissance en devenir (...). Il ne peut y avoir de rapports transatlantiques stables que si les deux piliers du pont reliant l'Atlantique Nord sont approximativement équilibrés (...). Ce que nous voulons, c'est la complémentarité, pas la concurrence* ».

Ces propos de Joschka Fischer concernant le nouveau réglage du partenariat transatlantique ont été résumés par une formule courte de Karsten D. Voigt, actuel coordinateur des relations germano-états-uniennes au ministère des Affaires étrangères allemand : « *Le nouvel atlantisme* » [2].

Cependant, l'échec temporaire du projet de constitution de Valéry Giscard d'Estaing en décembre 2003 a conduit les autorités politiques allemandes à organiser à Berlin les 9 et 10 janvier 2004 un grand colloque sous l'égide du chancelier Schröder, de Joschka Fischer et du président irlandais du Conseil de l'Union européenne Bertie Ahern afin de relancer le processus d'unité européenne en liaison avec les États-Unis [3]. La Fondation Bertelsmann et le ministère des Affaires étrangères allemand ont été les grands organisateurs de ces débats où 29 États étaient représentés : la Turquie, la Russie, les États-Unis, la Suisse, l'Ukraine, Israël, la Croatie, la Serbie-Monténégro, la Roumanie et le Kosovo (**déjà reconnu comme État !**). Parmi les intervenants, on peut citer : le président turc Recep Tayyip Erdogan, le président monténégrin Milo Kjukanovic, le président roumain Adrian Nastase, la présidente lettone Vaira Vike-Freiberga, le président croate Ivo Sanader, le commissaire européen à l'élargissement Günther Verheugen, le ministre de la défense de la République fédérale d'Allemagne Peter Struck, le président de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet, le ministre des Affaires étrangères espagnol Ana Palacia Vallelersundi, le président slovène Janez Drnovsek, le président finlandais Paavo Lipponen, le ministre polonais des Affaires étrangères Danuta Hübner, le président du parti russe Yabloko Grigori Javlinskij, l'ancien ministre des Affaires étrangères états-unien Henri Kissinger ainsi que Wolfgang Schäuble, représentant l'opposition politique allemande (CDU/CSU).

Au cours de ces entretiens, un document élaboré à la fois par la Fondation Bertelsmann et le CAP a servi à éclaircir les ambitions poursuivies par les différents protagonistes. Intitulé *Les alternatives de l'Europe, devoirs et perspectives d'une Grande Union européenne* [4], il rappelle tout l'historique de la construction européenne. Mais il présente aussi les dernières mesures à régler afin de permettre la naissance d'un véritable État européen : la personnalité juridique [5] la personnalisation de l'équipe gouvernementale européenne (rôles et actions du président du Conseil européen, du président de la Commission et du ministère des Affaires étrangères), l'instauration d'un bicaméralisme européen, le renforcement du rôle politique des partis au Parlement européen, enfin les ambitions et l'activation d'une véritable politique étrangère et de défense de l'UE.



Prof. Dr. Werner Weidenfeld et Henry Kissinger

Ce dernier point est particulièrement travaillé dans le rapport de la Fondation Bertelsmann et du CAP. En effet, l'instauration d'une véritable politique étrangère européenne détermine ses relations avec les États-Unis, mais aussi avec tous les pays du Sud de la Méditerranée. Il est effectivement rappelé que *« L'Union européenne (UE) a l'intention de lier étroitement les États de l'Europe de l'Est et d'Afrique du Nord qui se trouvent à son voisinage direct. Le concept de grande Europe prévoit de larges avancées depuis le secteur économique, jusqu'à la libre circulation des biens, des services, du capital et des personnes. L'Ukraine et la République moldave ont déjà orienté leurs politiques étrangères en s'associant à l'UE (...). L'espace que représente l'Europe intégrée ne sera pas sur le long terme fermé car, à côté de l'Ukraine, la République moldave nourrit de fortes ambitions d'adhésion qui pourraient s'ajouter à celles de la Biélorussie après un changement de régime. Dans un tout autre cadre, un rapprochement d'Israël vers l'Europe n'est pas à exclure. Il existe déjà à l'égard de ces États voisins des relations de partenariat et contractuelles »* [6].

Pour les rédacteurs de ce texte, il s'agit d'établir une vaste zone de coopération et de modernisation entre l'UE en extension et l'ensemble des pays du pourtour sud méditerranéen dont la pauvreté, la démographie vigoureuse et l'instabilité institutionnelle représentent un facteur de déstabilisation général. Il est souligné que *« L'Union européenne et les futurs États voisins doivent élaborer une coopération fonctionnelle définie selon un mécanisme centralisé, le tout dans le cadre d'une politique de voisinage. Les secteurs de l'économie, de l'énergie, des transports, du développement des infrastructures, des télécommunications et de l'éducation entrent particulièrement dans ce cadre. Aussi, sans la perspective d'une appartenance immédiate, on peut de cette façon établir un vaste réseau de coopération qui s'étend à une zone de libre-échange concernant l'ensemble de l'Europe »* [7].

La réalisation de ce vaste projet répond à un *« nouvel ordonnancement global du monde »* car *« L'Union européenne est confrontée à de nombreux risques (ndlr : terrorisme international, guerres asymétriques, armes de destruction massive) concernant sa sécurité et sa stabilité dans son voisinage proche et lointain que cela soit dans le Caucase, au Proche et au Moyen-Orient et en*

*Afrique du Nord (...). C'est pourquoi, les Européens doivent mettre sur pied une solide politique commune extérieure de défense et de sécurité (...). Pour l'Europe, élaborant des structures de défense commune, des conséquences énormes se feront jour dans les structures de sécurité transatlantiques afin de pouvoir poursuivre sur une base de valeurs identiques des buts communs. Ainsi, l'Europe sera dans le cadre des relations transatlantiques considérées comme un partenaire de plein droit et estimée à sa juste valeur (...). Pour l'Europe, le lien vers l'Amérique reste le noyau du nouvel ordonnancement mondial » [8].*

Pour la réalisation de ces projets, les dirigeants du CAP ont élaboré cinq scénari possibles qui, dans les domaines de l'État de droit, de la dynamique, de l'organisation, de l'élargissement et des conséquences extérieures, concernent l'évolution de l'UE [9]. Ils se déclinent de l'échec le plus complet à la réussite la plus totale sont : 1) Titanic, 2) Noyau européen, 3) Méthode Monnet, 4) Sphère d'influence et 5) Super puissance. Au sujet du dernier point, notons que si l'Union européenne arrive à atteindre le cap de « *super puissance* », ses promoteurs envisagent son extension sur la rive sud de la Méditerranée. Il est précisé qu'« *Après avoir ouvert la voie à la Turquie menant celle-ci à l'Union européenne, il n'est refusé à la fin à aucun État européen la possibilité de devenir membre de l'Union européenne. Mêmes les États non-européens comme Israël ou le Maroc font pression afin de devenir membre de l'UE* » [10].

Le tableau joint présente les différents types d'évolution de la construction européenne.

Mais les évolutions de la construction européenne ne sont pas tout. Elles ne constituent qu'une étape et qu'un secteur des projets mondialistes. L'importance donnée à l'Afrique du Nord et au Proche/Moyen-Orient dans le partenariat transatlantique s'inscrit dans une vaste politique dont les objectifs suprêmes aboutissent à la gouvernance mondiale. Ceci passe obligatoirement par un remodelage profond (politique, économique, ...) du monde islamique et le point de passage s'appelle la Turquie. Dans son **intervention au colloque de la Fondation Bertelsmann**, Joschka Fischer l'a rappelé d'une manière très nette : « *Permettez-moi de vous décrire une perspective d'avenir : peut-être la Turquie parviendra-t-elle à évoluer, conformément aux critères de Copenhague, en un État européen à population majoritairement musulmane, dans lequel les Droits de l'homme de la majorité et des minorités seront respectés et où s'appliqueront les principes démocratiques et d'État de droit. Ceci aurait une influence non négligeable sur la stabilité de toute la région et sur les perspectives de réformes du monde islamique, en particulier chez nos voisins du Proche-Orient. Cette Turquie démocratique donnerait clairement le signal qu'une orientation islamique et une société moderne et éclairée ne sont pas nécessairement incompatibles dans un État.* ».



Joschka Fischer, Prof. Dr. Werner Weidenfeld et Bertie Ahern  
Forum Bertelsmann 2004.

Ces propos révélateurs soulignent les efforts que l'Allemagne déploie, en liaison avec les États-Unis, pour favoriser l'intégration de la Sublime Porte dans l'UE. En dehors du discours de Bertie Ahern, dont la teneur essentielle n'a été que d'appeler de ses vœux la réussite du projet de constitution de Valéry Giscard d'Estaing ainsi que le renforcement du lien transatlantique, il n'a pas été possible d'obtenir les textes et propos tenus par les nombreux intervenants. En effet, les différentes interventions étaient placées sous le signe de la *Chatham House Rule* ; c'est-à-dire que tout ce qui y a été dit est resté dans le cadre de la confidentialité.

### Le plan Fischer annonciateur de l'Alliance germano-américaine

Une brusque accélération s'est faite sentir le 7 février 2004 avec la réunion de la 40<sup>e</sup> Conférence de Munich sur la politique de sécurité sous l'égide de l'OTAN. Le discours de Joschka Fischer est un véritable programme politique qui, de concert avec les États-Unis, se retrouve dans l'*Alliance germano-américaine pour le 21<sup>e</sup> siècle* du 27 février 2004, texte que nous aborderons un peu plus loin. Il est nécessaire d'étudier les directives énoncées par le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne. Elles sont la clef qui permettent de mieux saisir le lancement d'un immense projet en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Comme le souligne J. Fischer : « *La menace commune que représente le terrorisme du djihad et la déstabilisation possible d'une région qui revêt une importance stratégique pour notre sécurité, nos intérêts communs et le fait de multiplier nos possibilités en collaborant étroitement, voilà autant d'arguments qui doivent amener les États-Unis et l'Europe à tirer aujourd'hui les justes conséquences de leurs divergences à propos de la guerre en Iraq et à élaborer, de concert avec nos partenaires dans la région, une perspective et une stratégie pour le Proche-Orient élargi, je dis bien une "stratégie commune", et non une approche "boîte à outils" »*

Tout en affirmant que l'Allemagne ne s'opposerait pas à l'envoi de l'OTAN en Irak mais en rappelant son « *profond scepticisme* » sur l'utilité d'une telle action, le ministre des Affaires étrangères allemand a présenté son plan comme suit : « *Une initiative en deux temps s'offre à nous, puisque tant l'OTAN que*

*l'Union européenne disposent déjà de coopérations dans la région méditerranéenne. Une première étape consisterait donc à lancer un processus méditerranéen commun de l'OTAN et de l'Union européenne. Une deuxième étape pourrait être ensuite une "déclaration pour un avenir commun", qui porte sur toute la région du Proche et du Moyen-Orient ».*



Joschka Fischer

Avant de se lancer sur les différents points présentés par Fischer, nous devons rappeler l'existence et le rôle du *Processus de Barcelone* [11] Suite à une Conférence euro-méditerranéenne des ministres des Affaires étrangères tenue à Barcelone les 27 et 28 novembre 1995, il a été décidé de lancer un partenariat entre les quinze États de l'UE et douze partenaires de la rive sud de la Méditerranée, c'est-à-dire : l'Algérie, l'Autorité palestinienne, Chypre, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, la Syrie, la

Tunisie et la Turquie. Tout cela autour de trois grands objectifs :

- 1) la définition d'un espace commun de paix et de stabilité (volet politique et de sécurité) ;
  - 2) la construction d'une zone de prospérité partagée avec l'instauration progressive d'une zone de libre-échange (volet économique et financier) ;
  - 3) le rapprochement entre les peuples (volet social, culturel et humain).
- C'est ce projet qui entre dans la composition du plan Fischer, mais d'une manière encore plus élargie. Comme le précise d'ailleurs le ministre allemand : *« Que la Méditerranée soit au XXI<sup>e</sup> siècle une zone de coopération ou d'affrontement revêtira pour notre sécurité commune une importance stratégique. Le dialogue que mène l'OTAN avec les pays méditerranéens, ainsi que le processus de Barcelone de l'Union européenne pourraient se renforcer et se compléter mutuellement grâce à une étroite concertation des travaux en vue de leur regroupement dans le cadre d'un nouveau processus méditerranéen UE-OTAN. Il ne s'agit pas de faire fusionner le processus de Barcelone de l'Union européenne et le dialogue méditerranéen de l'OTAN, mais de faire en sorte qu'ils se complètent sur la base de leurs atouts spécifiques. Le nouveau processus méditerranéen UE-OTAN devrait associer tous les participants du dialogue méditerranéen de l'OTAN, c'est-à-dire, outre les membres de l'OTAN et de l'UE, les pays du Maghreb, soit l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Mauritanie, ainsi que l'Égypte, la Jordanie et Israël. Viendraient s'y ajouter tous les participants du processus de Barcelone, c'est-à-dire les pays que je viens de mentionner plus les territoires palestiniens, la Syrie et le Liban ».*

À partir des directives générales énoncées ci-dessus, la coopération doit se concentrer sur quatre aspects prioritaires. Premièrement, il s'agit de développer une coopération politique et un partenariat sécuritaire étroits et accompagnés *« de réformes engagées par les pays de la région, et ce dans tous les domaines de la politique, des institutions, de la démocratie et du droit »*. Deuxièmement, un nouveau partenariat économique autour de la Méditerranée doit voir le jour. Comme le rappelle J. Fischer : *« Pourquoi, dans ces conditions, ne pas poursuivre résolument l'ambitieux objectif qui consisterait à créer ensemble d'ici à 2010 une zone de libre-échange couvrant l'ensemble du bassin*



*méditerranéen ? ».* Troisièmement, le développement en matière judiciaire et culturelle doit englober la mise en place d'institutions démocratiques ainsi que des médias libres. Enfin, la quatrième mesure vise à « *renforcer et à associer les sociétés civiles ainsi que tout le secteur des ONG* ».

Ces mesures ne peuvent être complètes que par l'intermédiaire d'une deuxième phase intitulée *Déclaration pour un avenir commun* car comme le précise J. Fischer : « *Elle ne devrait pas s'adresser uniquement aux participants du processus méditerranéen UE-OTAN mais, outre ces pays, aux autres États membres de la Ligue arabe. Il serait bon d'envisager aussi la participation de l'Iran* ».

Cette déclaration s'engagerait à respecter trois points. D'abord, les États signataires, tout en proclamant leur attachement à la paix, à la démocratie, à la coopération économique et à un système de sécurité basé sur la coopération, s'engageraient à lutter contre le terrorisme et le totalitarisme (ndlr : ces deux concepts ne sont pas clairement définis, mais terrorisme et totalitarisme sont les expressions consacrées pour désigner l'islamisme et le communisme) . Ensuite, ces États reconnaîtraient qu'ils n'existent pas d'autres alternatives que les mesures concernant les réformes politiques, économiques et sociales pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle afin de favoriser « *l'intégration de leurs économies* » (ndlr : c'est-à-dire la globalisation). Enfin, les dirigeants de ces États s'engageraient à « *donner libre accès au savoir et à l'éducation à tous, hommes et femmes* ».

Ce programme que l'on pourrait qualifier de révolutionnaire conduit Joschka Fischer à dire en guise de conclusion que : « *Ces réflexions sur une nouvelle initiative transatlantique reposent sur la conviction que la modernisation du Proche-Orient élargi sera décisive pour notre sécurité commune au XXI<sup>e</sup> siècle. Faire participer les populations du Proche et du Moyen-Orient aux conquêtes de la mondialisation est donc dans notre plus grand intérêt. Le 1er mai 2004, l'Union européenne accueillera dix nouveaux membres, mettant ainsi définitivement un terme à la partition de l'Europe. L'Europe est en voie d'unification. Certes, cela ne se fait pas sans conflit ni querelle, mais l'Europe se construit, je n'en ai pas le moindre doute. Les expériences que nous avons faites depuis cette journée effroyable du 11 septembre 2001 devraient bien nous avoir fait prendre conscience des deux côtés de l'Atlantique que, compte tenu des défis phénoménaux qui nous attendent, le partenariat transatlantique est indispensable au XXI<sup>e</sup> siècle. Si, face à la menace commune, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord réunis au sein de l'Union européenne et de l'OTAN collaborent au plan stratégique en tant que partenaires, et si, aux côtés des pays du Proche et du Moyen-Orient, ils apportent leurs talents et atouts spécifiques dans une nouvelle coopération, nous pouvons, nous, fournir cette contribution essentielle à notre sécurité à tous. Mais si nous nous refusons ou y renonçons par manque de sagesse, par étroitesse d'esprit ou tout simplement par pusillanimité, alors il nous faudra tous payer le prix fort* ».

L'évocation par le ministre des Affaires étrangères allemand d'une coopération avec les pays du Proche et du Moyen-Orient s'appuie en particulier sur les travaux élaborés au sein des « *Discussions de Kronberg* » sous l'égide de la Fondation Bertelsmann et du CAP. Il s'agit, [12]] de créer un système de



Werner Weidenfeld et Abdulaziz Sager  
Werner Weidenfeld et Abdulaziz Sager

coopération et de sécurité pour la région du Golfe (Gulf Conference for Security and Cooperation, GCSC) au sein duquel l'Irak, l'Iran, le Yémen et les États du GCC (Gulf Cooperation Council créé en 1981, c'est-à-dire : l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar et Oman) s'associeraient à l'Union européenne, aux États-Unis, à la Russie et à l'ONU [13]. Par ailleurs, il faut aussi préciser que les États du GCC ont mis en place une zone

de libre-échange qu'ils souhaiteraient voir se transformer en union monétaire pour 2010 selon le modèle européen. Cette perspective d'avenir est en particulier piloté sous l'égide du GRC (Gulf Research Center créé en juillet 2000 et dont le siège est à Dubaï aux Émirats Arabes Unis) sous la direction d'Abdulaziz O. Sager, homme d'affaires saoudien. Le CAP et le GRC, tout en renforçant leur coopération, ont décidé l'élaboration d'un projet permettant de former des diplomates [14]. Enfin, le but affiché est de lancer une zone commune de libre-échange entre l'Europe et le GCC favorisant les développements économiques et financiers. Les projets de coopération du GRC (politique, économique, énergétique, éducatif, ...) sont particulièrement ciblés puisqu'ils se répartissent entre les États-Unis, l'Union européenne et l'Allemagne [15]. Dans le cas allemand, une véritable politique est lancée puisque à partir des « *discussions de Kronberg* », Werner Weidenfeld, président du très influent CAP [16] a présenté au siège du GRC un programme très complet de renforcement tous azimuts car, selon lui, « *Les États du GCC sont d'une énorme importance stratégique pour l'Union européenne. Leur importance est même amenée à se développer au cours du 21<sup>e</sup> siècle* » [17]

## L'Alliance germano-américaine du 27 février 2004

Le rappel des différentes évolutions de la construction européenne et des réunions entre l'UE, les États-Unis et les pays du sud méditerranéen ainsi que les propos de leurs acteurs expliquent l'arrière-fond d'une politique de très grande ampleur qui a abouti à cette « *Alliance germano-américaine pour le 21<sup>e</sup> siècle* » lors de la rencontre du chancelier Schröder et du président Bush.

Relatant cette visite, l'*International Herald Tribune* [18] a souligné que « *Le moteur de ce changement est l'intérêt mutuel. Le chancelier veut stopper la brouille dans les relations avec les États-Unis, brouille qui au-delà de l'Amérique compromet le rôle de l'Allemagne au sein de l'Union européenne et diminue profondément son influence en Europe de l'Est. De son côté, le président des États-Unis cherche une aide en Irak et en Afghanistan et plus généralement pour l'élaboration d'un plan à long terme apportant plus de stabilité à ce que les deux hommes appellent désormais le Grand Moyen-Orient* ». En résumé, chacun se tient par la barbichette.

Après un discours prononcé au Council on Foreign Relations de Chicago [19] où Gerhard Schröder s'est fait le chantre de la globalisation -« *Nous devons convaincre les hommes qu'une économie globale et un commerce mondial libre offrent les meilleures chances de développement pour nous tous* »- , le chancelier a finalisé les derniers points permettant la mise en forme de cette Alliance. Elle a pris forme en particulier grâce aux soins de la conseillère du président américain,



MM. Bush et Schröder  
Maison-Blanche, 27 février 2004.

Condoleezza Rice, et du conseiller du chancelier, Bernd Mützelburg [20]. En dehors des sujets abordés comme la baisse du dollar face à l'euro, le droit à l'existence de deux États israélien et palestinien ou la remise des dettes irakiennes par l'Allemagne, la réunion des deux hommes s'est conclue sur cette Alliance qui rappelle que « *Dans cet esprit, nous nous engageons à ce que nos peuples poursuivent cet objectif ambitieux qui est enraciné par nos valeurs communes et nos expériences réciproques : la promotion de la paix, de la démocratie, de la dignité de l'homme, de l'État de droit, des perspectives économiques et de la sécurité au Proche et Moyen-Orient (...). Nous devons construire un véritable partenariat qui relie l'Europe et l'Amérique aux Etats du Proche et Moyen-Orient afin de travailler ensemble avec les pays et les peuples de cette région (...). Ensemble avec nos amis et alliés en Europe et au Proche et Moyen-Orient, nous accorderons étroitement nos efforts (...). Nous sommes décidés à renforcer nos relations économiques par l'amélioration du commerce et des investissements entre l'Union européenne et les États-Unis (...). Nous renforçons notre attachement à l'égard de l'OTAN comme point d'ancrage de notre défense commune et comme forum incontournable des consultations transatlantiques. Nous soutenons le processus en cours d'intégration européenne et soulignons qu'il est important que l'Europe et l'Amérique travaillent ensemble comme partenaires au sein d'une communauté de valeurs. Nous saluons l'élargissement historique aussi bien de l'OTAN que de l'Union européenne en ce printemps, élargissement qui nous rapproche encore plus du but qui est de mettre fin définitivement à des dizaines d'années de séparation. Avec un agenda pour une action commune, l'Alliance germano-américaine se révélera tout aussi importante au XXI<sup>e</sup> siècle pour la promotion de la paix, de la sécurité et du bien-être comme cela avait été déjà le cas dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle* » [21]

Derrière cette déclaration, c'est un véritable marchandage qui s'est déroulé afin de déterminer qui fait quoi et combien cela rapporte au sein d'un monde que l'on veut unifier. Renforcement du partenariat transatlantique en liaison avec l'unification européenne, ancrage du Proche et Moyen-Orient à ce partenariat (Grand Moyen-Orient), contrôle et distribution des énergies, des moyens de communications (routes, voies ferrées, aériennes...), formatage des esprits aux normes occidentales pour les populations musulmanes -mais il serait étonnant que le matérialisme outrancier et vidé de toute spiritualité plaise à ces populations- libre-échange couvrant l'ensemble du bassin méditerranéen etc, ce XXI<sup>e</sup> siècle s'ouvre sous les auspices d'un condominium germano-américain. Il rappelle étrangement les tentatives avortées à la veille de la Première Guerre mondiale. La thalassocratie anglo-saxonne maîtresse des mers et le II<sup>e</sup> Reich de

Guillaume II étendant son influence sur l'Empire ottoman jusqu'aux zones pétrolières autour de Bagdad (la fameuse voie ferrée Bagdad-Bahn) n'avaient pas réussi à s'entendre sur l'*Arbeitsteilung* (division, répartition du travail), mot essentiel caractérisant les relations de ces deux tribus germaniques et qui devrait entrer dans le langage français au même titre déjà que celui de *Realpolitik*. En tout cas, l'émergence de cet axe germano-américain reste conditionné aux difficultés du terrain qui sont multiples : profonde opposition des masses musulmanes aux principes politiques et philosophiques occidentaux, inimitié violente israélo-arabe, excédents des décès sur les naissances en Europe conduisant inmanquablement à des répercussions désastreuses sur les capacités économiques, militaires et politiques de l'Union européenne et donc sur l'axe Berlin/Washington, européanisation progressive des élites politiques, en particulier celles d'Europe centrale, pouvant conduire ces dernières à se détourner du lien privilégié avec les États-Unis au profit d'une vision plus continentale (voire un bloc eurasiatique échappant à l'emprise américaine) dont l'Allemagne et la Russie seraient les grands bénéficiaires mais aussi les rivaux ; enfin, une Russie aux problèmes multiples et au profil politique si particulier aux portes de l'UE qui constitue une réelle menace pour l'Europe.

À l'instar d'une explosion en chaîne, les conséquences immédiates de cette Alliance germano-américaine sont apparues dès le 28 février dans un **entretien accordé au *Berliner Zeitung*** par Joschka Fischer. Ce dernier, sachant que le projet politique européen était en quelque sorte balisé en accord avec Washington, a rejeté le projet d'une « *petite Europe* », principe défendu par la diplomatie française. Comme l'affirme avec netteté le ministre des Affaires étrangères allemand : « *Nous avons une nouvelle mission qui va marquer ce siècle : nous devons doter la mondialisation d'une conception politique* (ndlr : souligné par nous). *Maîtriser, voire résoudre les conflits asymétriques n'est possible que lorsqu'on peut agir dans les dimensions continentales. La Russie, la Chine, l'Inde et bien entendu les États-Unis possèdent la taille nécessaire. Pour nous Européens se pose la question de savoir si nous pouvons nous rapprocher suffisamment pour faire valoir notre poids. C'est sous cet aspect que l'on doit considérer également la discussion sur la Turquie. Les visions d'une petite Europe sont tout simplement dépassées. Elles ne permettent pas à notre continent de satisfaire à la dimension stratégique. Or, celle-ci est incontournable (...). A l'heure actuelle, je modifierais certaines parties du discours Humboldt* (ndlr : Discours de Fischer le 12 mai 2000 prônant l'idée d'une petite Europe, sorte de noyau dur). *Je suis certes plus que jamais convaincu que l'Europe a besoin de plus d'intégration ainsi que d'institutions plus fortes. Mais je ne partage plus les visions d'une petite Europe. Le concept d'une avant-garde européenne peut être utile par moments et sous certaines circonstances. Mais uniquement dans le cadre solidement ancré de la constitution européenne* ». Désormais, le seul idéal qui vaille pour lui, c'est une grande Europe unifiée sous l'égide d'une constitution obéissant à la règle de la double majorité.

## Conclusion

Comme on peut le constater, cette « *Alliance germano-américaine pour le 21<sup>e</sup> siècle* » est d'une portée considérable (politique, économique, énergétique, ...) pour les Américains, les nations européennes et pour tous les habitants de

l'Atlas jusqu'au Golfe persique. Force est de reconnaître que les principes politiques et philosophiques euro-atlantistes ont pour objectif suprême de « *démusulmaniser* » les esprits du sud méditerranéen (à l'exception bien entendu d'Israël). Les actes terroristes imputés à Al Qaida, en dehors de leurs aspects tragiques avec leurs lots de victimes innocentes, favorisent grandement ce processus d'unité européenne, ce renforcement du partenariat transatlantique et cette volonté d'étendre une certaine *way of life* à l'ensemble du monde. C'est la version soft du « *clash des civilisations* ».

### **Pierre Hillard**

*Essayiste, auteur de **Minorités et régionalismes, Enquête sur le plan allemand qui va bouleverser l'Europe**, Editions François-Xavier de Guibert, 2002.*

---

Une 4e édition augmentée de « *Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions* » sort au printemps 2004. Elle a notamment été complétée d'une carte de l'Europe régionalisée, élaborée par les instances officielles européennes, jusqu'en Sibérie et incluant la Turquie et les États du Caucase éclatés en régions au sein de la Grande Europe.

---

[1] Voir sur le site de la Maison-Blanche [The German-American Alliance for the 21st Century Joint Statement by President George W. Bush and Chancellor Gerhard Schroeder](#) et sur celui de la Chancellerie fédérale [Das deutsch-amerikanische Bündnis für das 21. Jahrhundert](#).

[2] « [Suche nach neuem Atlantismus, Interview mit Karsten D. Voigt](#) », *Handelsblatt*, 18 novembre 2003

[3] « [Bundeskanzler Schröder und EU-Ratspräsident Ahern eröffnen am Freitag International Bertelsmann Forum in Berlin mit Vertretern aus 29 Staaten](#) », Bertelsmann Stiftung, 5 janvier 2004

[4] *Europas Alternativen, Aufgaben und Perspektiven der großen Europäischen Union*, Vorlage zum International Bertelsmann Stiftung, Weltsaal des Auswärtigen Amtes, Berlin, 9-10 janvier 2004 (travail conjoint avec le CAP) [Téléchargement](#).

[5] Ce principe de la personnalité juridique est présent dans le [projet de constitution](#) de Valéry Giscard d'Estaing : « *L'Union est dotée de la personnalité juridique* » (art. I-6). C'est un député allemand au Parlement européen qui a lancé le projet. Voir le [Rapport d'Armin Laschet sur les relations entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies](#). Ce document a été adopté par le Parlement européen lors de la séance plénière du 29 janvier 2004 par 367 voix pour, 62 voix contre et 14 abstentions permettant ainsi l'émergence d'un État européen (si la constitution est adoptée) disposant d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU au détriment de la France et de la Grande-Bretagne.

[6] *Europas Alternativen, Aufgaben und Perspektiven der großen Europäischen Union* [Téléchargement](#).

[7] *Ibid.*, p. 10

[8] *Ibid.*, p. 11 et suivantes

[9] *Europas Zukunft, fünf EU-szenarien*, Centrum für angewandte Politikforschung (CAP), 2003.

[10] *Ibid.*, p. 12

[11] Cf. [Processus de Barcelone](#).

[12] *The Future of European Policies in the Middle East after the Iraq war* Discussions Paper presented by the Bertelsmann Group for Policy Research, Center for Applied Policy Research, Munich, VIII. Kronberg Talks, 10-12 juillet 2003. [13] Ibid., p. 15-16

[14] Lire [*Europa als Partner und Modell* -> [http://www.cap.uni-muenchen.de/aktuell/news/2004/2004\\_03\\_dubai.htm](http://www.cap.uni-muenchen.de/aktuell/news/2004/2004_03_dubai.htm)" class="spip\_out">Téléchargement CAP, 9 mars 2004.

[15] Voir sur le site du GRC les rubriques « *GCC relations with the USA* », « *GCC relations with the European Union* », et « *GCC relations with Germany* ».

[16] La diffusion des principes germano-américains en faveur du « *Grand Moyen-Orient* » se fait aussi, par exemple, par la présence de Werner Weidenfeld au sein du **Conseil d'administration de l'Université marocaine Al Akhawayn** d'Ifrane. Nous y trouvons aussi l'autonomiste Jordi Pujol, ancien président du gouvernement de Catalogne, fervent défenseur de l'Europe des régions. Ce principe d'Europe des régions est une histoire ancienne que les États-Unis approuvent. Déjà l'*International Herald Tribune* du 16 septembre 1974 présentait une carte où l'Europe occidentale éclatait en régions politiquement autonomes. Ce projet s'accélère aujourd'hui. Voir notre article *L'éclatement du continent européen au service des États-Unis*, Réseau Voltaire, 11 juillet 2003.

[17] *The future of the enlarged European Union and its neighbourhood* par Werner Weidenfeld, Gulf Research Center, 1er mars 2004, [Téléchargement](#).

[18] « *US-German reasons to reconcile* » par John Vinocur, *International Herald Tribune*, 1er mars 2004.

[19] *The Transatlantic Economic Relationship : A View from Germany* [Version anglaise](#), [version allemande](#).

[20] Lire « *Schmeicheleien im Oval Office* », *Der Spiegel*, 27 février 2004.

[21] *Das deutsch-amerikanisches Bündnis für das 21. Jahrhundert*, op. cit.,

## Documents



### CAP - Scénarii de construction européenne

Tableau synthétisant les différents scénarii d'évolution de la construction européenne selon le Centrum für Angewandte Politikforschung.

PDF - 155.2 ko

## RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux  
[www.reseauvoltaire.net/forum.html](http://www.reseauvoltaire.net/forum.html)

# Les contradictions de Richard Clarke

## Analyse

Alors que la tempête provoquée par le livre-témoignage de Richard Clarke fait rage (cf. nos éditions de la semaine), le *Washington Times* met en évidence le manque de sincérité du personnage. Le quotidien conservateur reproduit des extraits d'une conférence de presse de Clarke, en 2002, en parallèle avec d'autres de son audition récente devant la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Le haut fonctionnaire y développe deux versions, différentes et incompatibles, des mêmes événements. Ses récentes accusations sont donc sujettes à caution. Quoi qu'il en soit, la polémique aura obligé de nombreux responsables politiques à s'expliquer. Tous se sont évertués à persuader qu'ils avaient identifié de longue date le danger Al Qaïda et l'avaient combattu, de sorte qu'ils ne pouvaient être accusés de responsabilité passive dans les attentats du 11 septembre. Mais comme seule preuve de leurs allégations a posteriori, ils ont dévoilé la longue préparation de l'attaque de l'Afghanistan. Par conséquent, celle-ci ne peut plus être qualifiée de légitime défense. Martin Indyk, ancien collaborateur de Bill Clinton, observe dans *The Age* que la « doctrine des frappes préventives » est morte. Elle n'aura existé que le temps nécessaire à l'administration Bush pour attaquer l'Irak. Aujourd'hui, il ne vient heureusement à l'idée de personne de l'appliquer en Iran ou en Corée du Nord. Elle n'était qu'un artifice rhétorique pour une situation donnée.

L'analyste Patrick Seale énumère dix raisons cyniques qui peuvent expliquer l'assassinat de cheikh Yassine. Elles sont toutes plus terrifiantes les unes que les autres, mais aussi toutes crédibles. Il conclut dans *Gulf News* : Sharon veut les territoires, pas la paix et est prêt à tout sacrifier à son rêve de Grand Israël. L'ambassadeur d'Israël en France, Nissim Zvili, relève des différences de traitement dans la presse française entre le contre-terrorisme israélien et les

contre-terrorismes états-unien et français. Dans *Libération*, il s'interroge sur la discrimination qu'elle révèle entre les victimes juives et les autres. Ces critiques de l'assassinat de cheikh Yassine sont donc une manifestation d'antisémitisme. Notons que ce raisonnement est exact, lorsqu'on peut en vérifier les prémisses, faux, dans le cas contraire : il est antisémite d'approuver les assassinats ciblés lorsqu'ils sont commandés par George W. Bush et de les condamner lorsqu'ils sont commandés par Ariel Sharon ; mais c'est une preuve d'attachement au droit et à la paix de dénoncer les deux.

David L. Phillips du CSIS déplore les violences au Kosovo. Dans le *Los Angeles Times*, il renvoie dos-à-dos « Serbes » et « Albanais » et impute la dégradation de la situation au désengagement états-unien. On se contentera d'observer que cet éminent spécialiste utilise une terminologie ethnique, certes assez généralisée, mais pas vraiment neutre. Il n'y a pas de « Serbes », ni d'« Albanais » au Kosovo, mais des populations serbophones et albanophones. Et ce n'est pas parce que ces derniers parlent la même langue que les Albanais qu'ils doivent fusionner en un seul État. Quant à la responsabilité partagée des dernières violences, elle semble peu probable : les serbophones, qui ne sont plus qu'une infime minorité, en ont été les victimes presque exclusives.

Enfin, l'ambassadeur de la Ligue arabe aux États-Unis, Hussein Hassouma, prend la défense de son organisation dans le *Washington Times*. La Ligue est beaucoup décriée et elle a, de fait, beaucoup de défauts. Cependant, elle a aussi un bilan dont elle peu fièrement se prévaloir, mais qui précisément indispose les États-Unis : elle soutient notamment l'initiative de paix du prince régent Abdallah.

Réseau Voltaire

## Richard Clarke



Ancien fonctionnaire du Pentagone, Richard Clarke a été Coordinateur national contre le terrorisme sous Bill Clinton et George W. Bush. Démissionnaire, il est l'auteur de *Against All Enemies*, livre dans lequel

### « Clarke à l'époque... et Clarke maintenant »

Source : *Washington Times*

Référence : « Clarke then . . . », extrait d'une conférence de presse de Richard Clarke en août 2002.

« . . . and Clarke now », extrait du témoignage de Richard Clarke devant la Commission d'enquête sur le 11 septembre du 24 mars 2004.

*Washington Times*, 26 mars 2004.

#### Clarke à l'époque...

Il n'y a pas eu de plan contre Al Qaïda transmis par l'administration Clinton à l'administration Bush. En janvier 2001, l'administration actuelle a été briefée sur la stratégie existante et elle a décidé de poursuivre certaines politiques en



il dénonce le laxisme de l'administration Bush contre le terrorisme avant le 11 septembre 2001. Il a répété ses accusations devant la Commission d'enquête états-unienne sur le 11 septembre 2001.

initiant un nouveau processus et une nouvelle stratégie. Cela a entraîné des changements de politique en Ouzbékistan, au Pakistan et vis-à-vis de l'Alliance du Nord. Nous avons également augmenté le financement des actions secrètes contre Al Qaïda.

La nouvelle stratégie visait non pas à obtenir un reflux d'Al Qaïda, mais son élimination rapide. Si l'administration Bush avait, comme on l'a dit, fait preuve d'une animosité totale contre les politiques de l'administration Clinton, elle ne m'aurait pas gardé. En réalité, le principal problème rencontré par l'administration Clinton a été la position du Pakistan, mais aujourd'hui l'administration Bush a réussi à la faire changer vis-à-vis des Talibans. En outre, l'administration Clinton n'a jamais prévu d'utiliser les forces terrestres car les militaires affirmaient systématiquement que ce n'était pas une bonne idée.

*...et Clarke maintenant*

Je pense que cette administration ne m'a jamais cru quand je disais qu'il y avait un problème urgent avec Al Qaïda et elle n'était donc pas préparée à y faire face. Dès août 1998, j'avais recommandé une réponse militaire contre l'infrastructure en Afghanistan de façon à ce qu'Al Qaïda ne soit plus une menace pour les États-Unis dans trois ou cinq ans. La CIA affirmait que si on lui donnait les ressources nécessaires, cela serait possible en trois ans. Si nous avions eu de meilleures capacités de renseignement au début des années 90, nous aurions pu agir dès la formation de cette organisation.

En août 2002, lors de la conférence de presse, on m'avait demandé au sein de l'administration Bush de présenter les choses de façon à ce que les critiques contre l'administration soient minimales. Je n'ai pas menti à la presse pour autant et personne ne m'a demandé de le faire, ce que j'aurai de toute façon refusé.

## Martin Indyk



Martin Indyk est ancien assistant sur les questions du Proche-Orient au département d'État et ancien ambassadeur en Israël sous l'administration Clinton. Il est directeur du Saban Center for Middle East Policy de la Brookings Institution et directeur exécutif du

### « Comment la doctrine des frappes préventives de Bush est piégée par la réalité »

Source : The Age

Référence : « How Bush's doctrine of pre-emption was ambushed by reality », par Martin Indyk, *The Age*, 26 mars 2004. Ce texte est adapté d'un discours prononcé devant la Lowy Institute for International Policy.

Dans la campagne opposant **George W. Bush** à **John Kerry** on peut noter que républicains et démocrates s'accordent sur l'approche du monde après le 11 septembre et que la principale différence d'analyse porte sur la doctrine des frappes préventives rejetée par Kerry.

Bush a affirmé que l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, en construisant des armes de destruction massive qui pouvaient être données à des terroristes, représentent un danger immédiat qui justifie une action préventive. Depuis l'énonciation de cette doctrine, on a compris que la menace avait été exagérée et

que la vraie menace de prolifération ne venait pas de ces pays, mais du Pakistan, un allié des États-Unis. Elle est, de plus, apparue comme un moyen de justifier une guerre contre un régime particulier, celui de Saddam Hussein. L'Irak, qui correspond beaucoup mieux à la description du danger immédiat que l'Irak, n'est pas menacé d'invasion, pas plus que la Corée du Nord. Dans les cas iranien et nord-coréen, comme pour la Libye, l'administration Bush a choisi d'adopter l'option qu'elle décriait tant dans l'administration Clinton : la négociation. Ayant participé aux négociations de 1999 avec la Libye, je peux affirmer que le choix libyen de renoncer à ses armes de destruction massive n'a rien à voir avec l'invasion de l'Irak. Bien qu'elle s'en défende, l'administration Bush est en train de revenir à une forme de multilatéralisme avec un retour au soutien à l'ONU en Irak et à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) en Iran. Les frappes préventives ne sont plus une doctrine, c'est une option.

## Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

### « Les dix raisons pour lesquelles Sharon a tué le cheikh Yassine »

Source : Gulf News

Référence : « Ten reasons why Sharon killed Sheikh Yassin », par Patrick Seale, *Gulf News*, 26 mars 2004.

Comprendre les motivations d'**Ariel Sharon** est toujours un travail hasardeux à moins de le faire s'allonger sur le divan d'un psychanalyste ou de lui administrer les tortures qu'on pratique dans ses prisons. Pourquoi a-t-il ordonné la mort du cheikh Yassine, chef spirituel du **Hamas** ?

- ▶ Tuer est ce que Sharon fait de mieux, les exemples abondent dans sa carrière militaire et politique. La mort de Yassine n'est que la dernière mort en date dans l'ambition d'une vie : briser le nationalisme palestinien et annexer la Cisjordanie au grand Israël.
- ▶ Il ne peut pas y avoir de paix négociée pour Sharon, il faut une victoire totale. La mort de Yassine entre dans une stratégie de la terreur qui a pour objectif que les adversaires, agressés, passent plus de temps à se défendre qu'à attaquer.
- ▶ Sharon espère que la mort de Yassine diminuera le nombre d'attentats suicide sur le long terme en effrayant les organisateurs des attentats.
- ▶ Cette mort a pour but de démontrer que les Palestiniens doivent rester passifs et que s'ils combattent ils seront abattus.
- ▶ Cette frappe entre dans la théorie des néo-conservateurs de l'usage unilatéral de la force. L'analyste **Uri Dromi** a comparé cette semaine la mort de Yassine à celle d'un dirigeant d'Al Qaïda au Yémen.
- ▶ Sharon a agi car il se savait couvert par les États-Unis.
- ▶ Il fallait discréditer l'idée qu'Israël est obligé de quitter Gaza à cause du Hamas.
- ▶ Il fallait faire taire les critiques israéliennes sur le retrait de Gaza.
- ▶ Il fallait tuer le seul homme capable de faire accepter une trêve chez les Palestiniens.

► Il fallait aussi empêcher le sommet de la Ligue arabe de travailler à une nouvelle proposition de paix dans un climat favorable.

Sharon veut les territoires, pas la paix. Il est prêt à tout sacrifier à son rêve de Grand Israël.

## Nissim Zvili



Nissim Zvili est ambassadeur d'Israël en France. Il est ancien membre de la Knesset, élu sous l'étiquette travailliste.

### « Madrid-Ashdod, même combat »

Source : Libération

Référence : « Madrid-Ashdod, même combat » *Libération*, 26 mars 2004.

Personne ne s'indigne qu'après le 11 septembre 2001 le président des États-Unis déclare vouloir Ben Laden « mort ou vif », que les troupes pakistanaises pourchassent depuis trois semaines Al-Zaouahri ou qu'après les attentats de l'été 1995 à Paris, la gendarmerie française tue Khaled Kelkal. Mais quand Israël élimine le chef d'une organisation terroriste ayant commis des centaines d'attentats, on juge l'acte « inacceptable, injustifié » et « contraire au droit international ». On juge les attentats de Madrid inacceptables, mais l'attentat d'Ashdod, trois jours plus tard, n'est que l'expression excessive d'une lutte politique. Attention, si on considère qu'il y a de bons et de mauvais terroristes, qu'il y a terrorisme et terrorisme, c'est qu'il y a victimes et victimes.

Yassine voulait la fin d'Israël, mais il ne parlait pas d'Israël ou des Israéliens, il parlait des « juifs ». Celui qui désignait tous les juifs de la planète comme cible est aujourd'hui salué avec solennité par de nombreuses capitales. Yassine exaltait la mort, le suicide au service du meurtre. Les terroristes du Hamas ne meurent pas et ne tuent pas pour fonder une démocratie palestinienne, mais pour tuer des juifs israéliens, le reste leur est indifférent.

Si on ne regarde pas la guerre contre le Hamas comme la guerre contre Al Qaïda, je crains qu'on arrive à une hiérarchisation des victimes. Pourtant, si les juifs israéliens sont les premières cibles et les juifs de la diaspora les secondes, les troisièmes sont tous ceux qui préfèrent la liberté à la servitude. Le Hamas est allié à Al Qaïda dans une guerre de la barbarie contre toutes les civilisations. On est une cible si on est un civil et qu'on appartient au monde libre. C'est une guerre mondiale contre nous tous.

David L. Phillips



David L. Phillips est directeur adjoint du Center for Preventive Action du Council on Foreign Relations à New York et conseiller au département d'État des États-Unis. Avant guerre, il a assisté le groupe de travail sur les principes démocratiques de l'opposition irakienne. Il est membre du Preventive Diplomacy Program du Center for Strategic and International Studies.

## « Sans les États-Unis, la menace balkanique peut éclater »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Without U.S., Balkan Threat May Explode », par David L. Phillips, *Los Angeles Times*, 26 mars 2004.

Le Kosovo a connu des affrontements sanglants la semaine dernière qui ont entraîné l'incendie de centaines de maisons, 600 personnes ont été blessées et plus de deux douzaines de personnes tuées. Alors que Serbes et Albanais se rejettent la responsabilité, ils s'accordent pour affirmer que l'administration Bush a négligé les Balkans, formant ainsi les conditions de la reprise des affrontements.

En 1999, les Albanais du Kosovo ont accueilli avec enthousiasme l'action militaire de l'OTAN menée par les États-Unis qui a stoppé la menace de génocide et a fait quitter de la région les forces de sécurité yougoslaves. Les Serbes comme les Albanais du Kosovo ont également accueilli avec plaisir la chute de Milosevic, mais aucun progrès n'a été fait depuis. Le Kosovo n'a pas de statut définitif car d'une part les États-Unis ont laissé la situation entre les mains de l'Union européenne et à l'ONU, d'autre part les Albanais doivent d'abord répondre à certains critères avant que les négociations soient ouvertes. L'administration Bush tente de quitter les Balkans. Si on écoutait **Donald Rumsfeld**, il n'y aurait pas de troupes états-uniennes en Bosnie et presque plus au Kosovo. Difficile de dire qui a commencé les violences récentes au Kosovo, mais elles sont la manifestation de la frustration due au manque de progrès et à la stagnation économique. Les échecs de la direction américaine ont radicalisé les Serbes et les Albanais. Les Serbes doivent être protégés dans la région, mais pas par les forces de sécurité yougoslaves qui ne doivent pas passer la frontière. Il faut également rejeter le plan de Kostunica proposant la partition du Kosovo sur une base ethnique.

Les diplomates américains doivent soutenir un accord prévoyant l'autonomie pour les Serbes et l'indépendance du Kosovo. Il ne faut pas laisser les tensions réveiller le nationalisme serbe.

## Hussein Hassouna



Diplomate égyptien ayant participé aux négociations de Camp David de 1979, Hussein Hassouna est l'ambassadeur de la Ligue arabe aux États-Unis.

### « Regarder en avant »

Source : Washington Times

Référence : « Looking ahead », par Hussein Hassouna, *Washington Times*, 26 mars 2004.

Les 22 membres de la Ligue arabe célèbreront lundi le 59ème anniversaire de l'organisation alors que le monde arabe s'interroge sur sa capacité à gérer les questions régionales et mondiales. Les critiques de la Ligue arabe portent sur ses divisions internes, sa structure, son incapacité à appliquer ses résolutions, sa bureaucratie, sa crise financière et son incapacité à faire face aux préoccupations des Arabes. Si certaines sont justes et bien intentionnées, il ne faut pas négliger la réalité historique et les réalisations de la Ligue dans une grande variété de domaines.

La question principale sur laquelle a travaillé la Ligue arabe est le conflit israélo-arabe. Lors du sommet de Beyrouth de 2002, les pays membres ont adopté « l'initiative de paix arabe ». En dépit du manque de réponse israélienne, le sommet arabe à venir réaffirmera l'attachement à cette initiative. La Ligue arabe réaffirmera également lors du sommet de Tunis son attachement à un Moyen-Orient sans armes de destruction massive, y compris israéliennes. La Ligue soutient un retour à la souveraineté de l'Irak, la reconstruction économique du Soudan et la réconciliation nationale en Somalie. Elle condamne toute forme de terrorisme contre des civils innocents. Elle rejette la diffamation contre la culture arabe et l'islam ainsi que le racisme.

La Ligue arabe veut établir une zone de libre échange et de développement et le sommet de Tunis sera l'occasion d'une réforme structurelle. Notre objectif premier restera la mise en place d'un processus de réforme et de modernisation arabe qui n'est pas imposé de l'extérieur.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

#### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .